



La voix des travailleurs·euses

Le reflet syndical

du Territoire de Belfort

Retrouvez toutes les infos sur le site de l'UD <https://cgt-belfort.fr>

Zoom sur l'actualité, les luttes
et la vie syndicale
dans notre département
Avril 2024

Déposé le 16/04/2024



Date limite de distribution le 22/04/2024



Bulletin des Syndiqués-es du Territoire de Belfort — Journal de l'Union Départementale

Directeur de Publication: Damien PAGNONCELLI — N° Com. Paritaire : 0428 5 06620

Maison du Peuple — 90020 BELFORT



03 84 21 03 07



ud90@cgt.fr



03 84 26 76 03

CCP: 1601 86 D

Imprimé par nos soins

Dispense de timbrage

Prix: 0,35 €

Avril 2024 N° 2

SOMMAIRE

Page 2 : Editorial, sommaire, agenda.

Page 3 : Assemblée Générale UD 90.

Page 4 à 6 : Retour sur le 8 mars.

Page 7 & 8 : 80 ans du CNR. IHS CGT 90.

Page 9 : MACIF.

Page 10 : Lutte gagnante à Alstom.

Page 11 : Cessez-le-feu maintenant.

Page 12 : Contre la menace de cette loi raciste.

Page 13 : Finances Publiques & Educ'Action.

Page 14 : Mobilisation de la Fonction Publique.

Page 15 : Avenir de l'emploi industriel dans l'Aire Urbaine & piquet de grève à VitalAire.

Page 16 : Actions des retraités.es et à Auchan. Adresses des sites UD 90.

AGENDA

22 au 26 avril : Formation "Conseiller du Salarié".

1 mai : journée internationale de lutte pour les droits des travailleurs.

22 au 24 mai : Formation "Vie syndicale d'une structure".

27 au 31 mai : Formation "Participer à la vie de la CGT".

6 au 7 juin : Formation "Violences au travail".

10 au 14 juin : Formation "Délégué syndical".

20 & 21 juin: Formation "Accident de Travail, Maladie Professionnelle".

**MATERIEL FINANCÉ
PAR LES COTISATIONS
DES SYNDIQUÉS CGT**

Editorial

Confronté à l'échec de la politique économique à l'œuvre depuis 2017, le Premier ministre a annoncé une série de mesures à la télévision.

Interrogé sur l'impôt, notamment pour les plus riches et pour les grosses entreprises aux profits et dividendes exponentiels, il est resté évasif.

Par contre, il a été fort concret pour annoncer de nouvelles baisses drastiques des droits aux allocations chômage. À peine quatre mois après la conclusion d'un accord régressif, le gouvernement veut imposer une nouvelle négociation, prévoyant des baisses de droits supplémentaires.

Pour la 5^{ème} fois depuis 2018, le gouvernement s'acharne avec les mêmes mensonges sur les "difficultés de recrutement", alors que 6,2 millions de personnes sont inscrites à France Travail et qu'aucun emploi n'a jamais été créé par une baisse des droits.

Par ailleurs, le Premier ministre s'est exprimé sur la "desmicardisation", sans pour autant remettre en cause les exonérations considérables de cotisations dites patronales et sans rien proposer pour favoriser l'augmentation des salaires. La CGT continue de revendiquer l'échelle mobile des salaires pour les indexer sur le Smic et sur les prix.

Gabriel Attal a aussi fait part de son "émotion" concernant les accidents du travail, notamment les deux morts par jour au travail. Il oublie pourtant de préciser que ce chiffre a explosé depuis 2019 avec la suppression des CHSCT qui constituaient pourtant un outil essentiel dans la prévention des risques professionnels et pour la sécurité et la santé des salariés.es.

Ils dégradent nos vies pour augmenter les profits ! Augmentation des franchises médicales, déremboursement des soins dentaires, restriction du prêt à taux zéro... Macron s'attaque à notre porte-monnaie pour préserver les coffres forts des banquiers !

Moins les patrons augmentent les salaires, plus les aides publiques aux entreprises privées sont importantes. Pourquoi ? car plus les salaires restent bas et proches du Smic, plus les exonérations de cotisations sociales sont fortes.

Alors qu'il faudrait revenir sur les exonérations de cotisations injustes et inefficaces, le gouvernement et le patronat refusent de procéder à tout contrôle ou contreparties, mais quand il s'agit des travailleurs.euses, des précaires et des privés.es d'emploi, ils n'ont que le mot "contrôle" à la bouche...

Ne les laissons pas faire. Partout, les luttes pour l'augmentation des salaires se multiplient, avec quelques succès à la clé. Continuons le combat !



Assemblée Générale du 18 janvier 2024

Le jeudi 18 janvier 2024 se tient l'Assemblée Générale de notre Union Départementale avec la participation d'une trentaine de camarades issue de 12 syndicats.



Le rapport introductif de Damien pointe le conflit géno-cidaire au Moyen Orient où le sang coule à flots et qui a déjà fait en quelques semaines 22 000 morts dont plus d'un tiers d'enfant. Entre ce conflit et le vote en France d'une loi inique sur l'immigration, les monstres sont de sortie : escortés par le mariage entre les thèses fascistes du Rassemblement National, héritiers de la monarchie, et un gouvernement gagné par l'autoritarisme en réponse au non-consentement et à la détestation affichée de son peuple. L'année 2024 sera celle de la résistance, résistance face à l'extrême droite qui gangrène nos pays et nos sociétés, résistance face au pouvoir de l'argent qui nous vole le fruit de notre travail et détruit notre planète. Ce sont les plus riches qui polluent le plus, ce sont aussi ceux-là qui bloquent toute transformation environnementale parce qu'ils ne veulent pas lâcher leurs privilèges et leur argent. La planète chauffe, nos salaires fondent et les dividendes des actionnaires s'envolent. Résister, c'est s'organiser mais c'est aussi construire des alternatives. C'est ce qu'ont fait il y a 80 ans les résistants qui ont lancé en 1944 le programme du Conseil National de la Résistance. Ce programme visait donc non seulement à s'organiser face à l'occupant nazi mais aussi à poser les bases d'une société plus juste et plus solidaire. Pour cela, nous pouvons nous organiser sur nos lieux de vie, sur nos lieux de travail car c'est un levier pour reprendre la main sur notre travail et sur nos conditions de vie. Des perspectives de luttes sont affichées, 21 janvier pour dire non à la promulgation de la loi asile et immigration, le 8 mars : grève féministe. Pour terminer et en conclusion, sortons des discours et passons dès maintenant aux actes.

Le débat qui s'en suit aborde la situation actuelle et pose quelques questions. Comment allons-nous voir le personnel ? comment porter des idées et marqueurs

forts ? comment remettre nos orientations en perspectives ? Comment porter nos revendications au-delà d'entre-nous ?

Cette AG permet de redonner convergence et cohérence à nos actions, de repartir dans nos syndicats respectifs avec la volonté de mettre en place des plans de travail et décisions. En lien avec la volonté de retourner voir les salariés-es pour remettre la main sur le sens de notre syndicalisme, la communication autant interne qu'externe, autant orale et de contact, doit être un atout non négligeable.

Luc du syndicat de l'HNFC, nouvellement élu à la Commission Exécutive présente la mise en place du collectif vie syndicale. Ce collectif décide d'une reprise de contact avec les syndicats par un plan de visite soit en présentiel ou par téléphone pour échanger sur les orientations, les besoins, attentes, freins des syndicats etc.

Salim, responsable à la formation, est toujours à la recherche de formateurs·trices. Pour l'instant, le collectif formation ne repose que sur quelques camarades et ce n'est pas suffisant. Si la volonté de l'UD est de continuer à proposer un calendrier de formation complet, elle a besoin de l'implication du plus grand nombre de syndicats et de syndiqués-es. Seule la formation syndicale pourra nous apporter les armes et les arguments nécessaires pour combattre efficacement le patronat et le capital et défendre nos revendications sur le terrain et auprès des salariés-es.

Parce qu'il n'y aura pas de paix sans justice sociale, parce qu'il n'y aura pas de justice sociale avec la répression syndicale, parce qu'il nous faut une CGT forte et rassemblée pour de nouveaux conquies sociaux, toutes et tous, militants-es et syndiqués-es, nous avons un rôle à jouer.



Intervention de l'intersyndicale sur les marches de la Maison du Peuple

Nous sommes la moitié de l'humanité!

Nous sommes vos arrière-grand-mères, vos grand-mères, vos mères, vos filles, vos sœurs.

Nous sommes des sorcières, des féministes et nous sommes de tous les combats.

Pour autant, nous sommes les premières victimes de discriminations, de violences sexistes, physiques, morales et économiques et victimes de guerres.

Le féminisme ne doit pas être une lutte uniquement portée par les femmes, mais aussi avec nos frères.



Solidarité avec les femmes du monde entier !

Nous pensons à nos sœurs palestiniennes, nos sœurs ukrainiennes, afghanes, yéménites, iraniennes, maliennes, et bien d'autres en ce jour de combats, de luttes, de grèves à l'occasion de la journée internationale pour les droits des femmes. Tant que l'égalité en droit ne sera pas conquise, nous poursuivrons la lutte.

Face aux attaques du patronat, du gouvernement, des droites et extrêmes droites, partout les femmes résistent !

NON à la réaction, NON à l'extrême droite!

Les idées d'extrême droite qui prônent la haine de l'autre, le racisme, la misogynie, la LGBTQIA-phobie remportent des succès électoraux partout dans le monde, se banalisent. En France, le gouvernement et la droite les reprennent à leur compte.

La loi immigration votée en décembre dernier en est un exemple. Même si un tiers des dispositions, comme celles instituant la préférence nationale ont été invalidées par le Conseil constitutionnel, cette loi raciste s'attaque au droit d'asile et à tous les sans papiers.

Nous réclamons l'abrogation de la loi immigration et la régularisation de tous les sans-papiers.

Nous voulons vivre et pas survivre !

Les inégalités salariales, les bas salaires et désormais l'inflation dégradent les conditions de vie. Les femmes représentent 62% des personnes payées au SMIC et 70% des bénéficiaires des banques alimentaires. Plus de 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. 300 000 personnes dont 3000 enfants vivent dans la rue. Certaines en meurent.

Nous demandons la hausse des salaires, la revalorisation des minimas sociaux, la construction massive de logements sociaux.



Du travail et des salaires décents !

Les femmes, notamment les mères isolées, sont particulièrement impactées par la vie chère, elles occupent des emplois mal rémunérés, sont souvent percutées par la précarité et le temps partiel imposé et touchent un salaire en moyenne un quart inférieur à celui des hommes. Les femmes, dont les retraites sont 40% inférieures à celles des hommes, sont encore plus impactées par la dernière réforme.

Nous réclamons l'abrogation de la réforme Macron des retraites, des lois qui pénalisent les chômeurs-euses et les bénéficiaires du RSA. Nous réclamons la revalorisation des métiers féminisés (éducation, soin, nettoyage...), l'égalité salariale, l'interdiction du temps partiel imposé, la transformation des CDD en CDI. Nous voulons la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités.



Des services publics au service de nos besoins

L'idéologie libérale vise à casser et à privatiser les services publics : hôpital, école, EHPAD, logement. Ce sont les femmes qui compensent cette carence auprès des enfants comme des plus âgés-es, des malades, au détriment de leur carrière, de leur autonomie financière, de leur santé.

Elles assument la grande majorité des tâches domestiques et d'éducation des enfants. Elles portent une charge mentale les obligeant à devoir constamment tout planifier.

Nous voulons des services publics de qualité et réclamons la création de services publics de la petite enfance et de la perte d'autonomie.

Nous voulons du temps pour vivre, un partage égal des tâches, une réduction du temps de travail pour toutes et tous.

Notre corps nous appartient

Le droit à l'avortement est un droit fondamental.

Nous réclamons la réouverture de tous les centres d'interruption volontaires de grossesse fermés.

Macron appelle à un "réarmement démographique", aux relents pétainistes et natalistes, comme si le désir d'enfant dépendait de l'injonction politique et nous prépare un congé de naissance tout en pointant du doigt des parents "défaillants".

LGBTQIA, nous voulons pouvoir faire nos choix de vie, vivre librement nos orientations sexuelles, nos identités.

Handicapées, nous subissons toutes les violences. Nous sommes privées de nos droits à l'autonomie, à l'éducation, à l'emploi, aux soins, et à la procréation. Nous voulons notre indépendance économique, l'accessibilité universelle à l'ensemble de l'espace public et à tous les lieux et bâtiments.



Cette semaine, le combat féministe a gagné du terrain pour la première fois dans le monde, le droit à l'avortement s'inscrit dans la constitution française comme un droit fondamental. C'est une victoire, mais il reste encore à gagner les moyens de pouvoir appliquer ce droit et de poursuivre la lutte pour ne jamais nous le faire voler.



Place CORBIS à Belfort rebaptisé Olga SASSI :

Ne laissons pas les chasseurs écrire l'histoire des lapins !

Les luttes des femmes, le travail des femmes, la résistance des femmes, la place des femmes dans la société, sont invisibles, c'est totalement injuste et injustifié, alors qu'elles représentent la moitié de l'humanité.

Par exemple à Belfort : les chiffres sont accablants, seulement 3,5 % des lieux de Belfort (rues, places, avenues, passerelles, ponts,...) portent des noms de femmes, contre 51,5% à des hommes. Soit 1 femme pour 15 hommes !!!

C'est donc à l'occasion de la journée internationale pour les droits des femmes et face à l'invisibilité des femmes dans l'histoire, dans notre société, dans notre département, que nous avons décidé de rebaptiser la Place Corbis : Olga SASSI, qui a marqué l'histoire locale. Bien évidemment d'autres femmes invisibles pourraient faire l'objet de notre intention.

Si l'on rendait hommage à davantage de femmes, cela donnerait des modèles pour toutes les petites filles et toutes les femmes qui pourraient se construire, construire leurs parcours. Je rappelle qu'à peine un quart des métiers sont mixtes aujourd'hui. Il y a donc urgence.

Olga SASSI femme de l'ordinaire, femme courageuse, femme militante, femme : est née le 11 avril 1924 à Morvillars. Olga Sassi est issue d'une famille originaire d'Italie qui a fui la dictature mussolinienne. À Valdoie, la famille Sassi s'installe, y ouvre le "café Sassi" et joue un rôle fondamental dans la résistance locale. Originaire d'Italie, cette famille a payé le prix fort au service de son pays d'adoption. Aux côtés de ses parents (Adelmo et Catherine) et ses 2 frères (Dino et Marino), Olga alors adolescente, participe activement à la résistance aux côtés des Francs-Tireurs et Partisans.



Olga fut agent de la liaison des Forces Françaises des Combattantes, elle passait des déserteurs alsaciens de l'armée allemande en Suisse, ainsi que de nombreuses autres personnes. Elle transportait divers documents de renseignements, de plans, au profit des réseaux de résistants.

C'était aussi une combattante, elle chargeait les fusils de balles sur le zinc du café pendant que les occupants voulaient prendre le château de Belfort.

Elle perd son frère Marino le 20 novembre 1944 mort alors qu'il guidait les commandos de Provence après avoir franchi la passerelle Alexandre en direction de l'église de Valdoie...

Même après la guerre, elle ne perdra jamais cette force de caractère avec ses convictions humanistes, avec son implication associative dans sa commune.

Olga était une femme forte de convictions mais très discrète sur ses faits d'armes. Pour elle il ne s'agissait pas d'être une héroïne (sa famille pense qu'elle n'aimerait pas ce terme).

Quand il lui arrivait de parler de son passé elle disait "on était juste une bande de copain et on voulait se battre pour la France et contre le nazisme/fascisme".

Elle décède à Vouhenans le 26 juillet 2017.

Cette année, elle fêterait son centenaire, alors aujourd'hui nous te rendons hommage Olga, symboliquement en cette journée du 8 mars 2024.





Il y a 80 ans naissait le programme des "jours heureux"

Il y a exactement 80 ans, le 15 mars 1944 le programme du Conseil National de la Résistance a été adopté à l'unanimité de ses 16 membres. Réuni à Paris pour la première fois dans la clandestinité le 27 mai 1943, au 48 rue du Four, au premier étage de l'immeuble, le Conseil National de la Résistance présidé par Jean Moulin rassemble les mouvements de résistance, les partis politiques et les syndicats engagés dans le combat pour la libération du pays.



Quelles leçons tirer du programme du CNR dans le contexte actuel, alors que la menace de l'extrême droite est de plus en plus réelle ?

"Résultat des attaques contre le programme du CNR et des compromis d'après 1945, le monde de 2024 ressemble de façon saisissante à celui des années trente : multiplication des conflits armés et extrême droite au pouvoir ou à ses portes grâce à une alliance entre la droite et l'extrême droite. Plutôt Hitler que le front populaire, ce triste slogan semble redevenu d'actualité pour une partie du capital. La dynamique est mondiale mais rien n'est écrit d'avance : Brésil, Pologne, Espagne... La vaste mobilisation, notamment syndicale, a empêché l'extrême droite d'arriver ou de revenir au pouvoir.

Dans ce moment de basculement, où comme l'écrit Gramsci "*le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent des monstres*", l'expérience du CNR doit nous servir de boussole et nous inspirer. Il ne s'agit certainement pas de chercher à reproduire à l'identique son programme qui n'était d'ailleurs pas parfait.

Unifier la résistance ne fut pas facile, mais les membres du CNR étaient d'accord sur l'essentiel : la nécessité de résister à l'occupant nazi et aux réactionnaires de Vichy. C'est l'adversité qui a permis l'unanimité et ainsi de dépasser les clivages.

Être capable, aux heures les plus sombres de l'histoire, de s'unir pour appeler et annoncer des "*jours heureux*" témoigne d'une immense clairvoyance." rappelle Sophie Binet.

Tout au long de cette journée, la CGT a commémoré son histoire et a rappelé le **rôle central du syndicalisme et de la CGT dans l'élaboration du programme du CNR**, à l'image de celui que le mouvement ouvrier a joué dans la résistance.

Un tiers des membres du CNR étaient des militants syndicaux.

La secrétaire générale de la CGT a tenu à rendre hommage à ces centaines de milliers de résistantes et de résistants, à qui nous devons la liberté, mais également nos droits sociaux.

Les jours heureux : un compromis politique

Loin de se limiter à l'abrogation des mesures du gouvernement de Vichy ou de viser à la restauration des réformes du front populaire, le programme du CNR innove et s'avère d'une grande modernité.

Alors que ce programme a été **mis en œuvre dans un pays ruiné**, l'unité des forces politiques et syndicales a été déterminante.

Ce compromis est fort parce qu'il s'est fait sur la base des intérêts du monde du travail.

Le capital, qui s'était largement compromis dans la collaboration avec Vichy et l'Allemagne nazi, était exsangue et à terre.

Pour le monde du travail, les acquis sociaux du CNR sont colossaux et constituent les piliers de notre société depuis 80 ans :

rétablissement des libertés syndicales, sécurité sociale et retraite, nationalisations des secteurs stratégiques, création des comités d'entreprise, liberté et indépendance de la presse, démocratisation de l'accès à la culture et à l'éducation...

15
MARS
1944

Les membres du CNR



Ces réformes, mises en place en moins de 3 ans, entre 1944 et 1947 dans un pays ruiné constituent le programme de transformations démocratiques, politiques, économiques, sociales et culturelles **le plus profond, le plus audacieux et le plus vaste** entrepris depuis la Révolution française.

Depuis, le patronat saisit toutes les occasions pour bloquer, entraver ou détricoter la mise en œuvre du programme du CNR.

Alors que le programme du CNR vise à **reprendre le pouvoir sur les forces de l'argent**, le **néo-libéralisme**, lancé dans les années 80, **met quant à lui l'Etat au service des marchés financiers**.

C'est le sens de la politique menée par l'actuel président Emmanuel Macron en **voulant affaiblir la sécurité sociale et l'assurance chômage**.

Cette remise en cause sociale se double d'une **déchéance morale** : les **digues érigées grâce à la résistance entre les forces républicaines et l'extrême droite sont consciencieusement détruites** et le Rassemblement National est désormais considéré comme un parti comme les autres.

Dans ce moment de basculement, l'expérience du CNR doit nous servir de boussole et nous inspirer.

Après 80 ans, l'expérience des **Jours Heureux** nous oblige à :

- **Résister en luttant** pour empêcher les reculs et construire des alternatives.
- **Rechercher l'unité** des forces politiques et syndicales sur la base des intérêts du monde du travail car elle est déterminante.
- **Remettre la question sociale au centre** avec des perspectives rassembleuses, à l'image du projet de sécurité sociale, alors que l'extrême droite prospère sur les mises en opposition, la défiance et le repli identitaire.



ÉCRIVONS LA SUITE
DES JOURS
HEUREUX



Parce que nos luttes font l'histoire, il faut connaître l'histoire de nos luttes

L'Institut CGT d'Histoire Sociale du Territoire de Belfort est une association créée en 2018 avec le soutien de l'Union Départementale. Il mobilise ses atouts et ses compétences pour donner à connaître aux salariés-es l'histoire sociale et singulièrement la longue expérience locale de la CGT.

Comme toute association, l'institut CGT d'histoire sociale fonctionne avec des adhérents-es. C'est pourquoi nous mettons en place une campagne d'adhésion et nous sollicitons naturellement les syndicats CGT du Territoire de Belfort qui sont tous concernés par l'histoire ouvrière locale puisqu'ils en sont les principaux acteurs.

Cinq syndicats seulement sur 45 bases recensées ont adhéré et nous vous invitons à en faire de même. La préservation de l'histoire sociale, de ses archives est de la responsabilité des syndicats. Conscientes et conscients que cette question de préservation des archives, des photos, des témoignages n'est pas la préoccupation majeure des structures syndicales, cette association peut vous aider à préserver votre histoire, notre histoire ouvrière.

Toutes les personnes intéressées par l'histoire sociale peuvent nous rejoindre et nous aider à la préserver telle que nous l'avons vécue. N'attendons pas que le capitalisme s'approprie notre histoire et la déforme à son avantage, voire même l'efface de la mémoire collective.

COTISATIONS: (Coordonnées ci-dessous)

Adhésion individuelle: 20 €.

Adhésion syndicat ou organisme:

<ou= 50 membres: 50 €. > de 50membres: 80 €.

Institut
d'Histoire **ihs** **cgt**
Sociale du Territoire de Belfort

Maison du Peuple
Boîte 22
1 Place du Général de Gaulle
90000 BELFORT

Courriel: ihsctg90@gmail.com
Internet: ihsctg90.wixsite.com/ihs90
Facebook: facebook.com/IHS-CGT-90-106910788300297



La prévention, c'est ensemble que nous la faisons.

Campagnes de sensibilisation et d'information, ateliers, stages et conseils...

Depuis plus de 20 ans, nous agissons sur les territoires pour rendre nos sociétaires acteurs de leur propre prévention, et les aider à réduire les risques au quotidien.

- Dangers de la route
- Santé et autonomie
- Gestes qui sauvent
- Dangers du quotidien
- Aléas naturels
- Risques nautiques
- Risques cyber
- Argent et éducation budgétaire



**La Macif,
c'est vous.**

Crédit photo : PS / Photononstop.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.



STOP à la régression sociale: lutte gagnante à Alstom



Mardi 9 janvier, 120 salariés-es du site Alstom Belfort spécialisé dans la construction de locomotives, se mettent en grève, une grève reconduite jusqu'au 12 janvier pour obtenir des avancées significatives.

Rappelez-vous, le 16 novembre 2023, ces mêmes salariés-es cessent déjà le travail pour protester contre la suppression de 11 jours de RTT. La direction d'Alstom Belfort attend les vacances de Noël pour annoncer la décision : le passage de 23 à 12 jours de RTT sous couvert d'une baisse du temps de travail de 39h à 37h. La raison invoquée par la direction est celle de la compétitivité .

Lors du CSE du 13 décembre, tous les membres émettent un avis défavorable sur cette décision. Mais la direction leur répond avec mépris, en mettant en place son projet malgré tout. L'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC appelle à une grève le mardi 9 janvier qui a été ensuite reconduite jusqu'au vendredi 12 janvier suite au vote des salariés en assemblée générale. L'intersyndicale s'opposant à la suppression des 11 jours de RTT.



Une offensive d'autant plus scandaleuse qu'elle vise spécifiquement les 300 ouvriers-ères et techniciens-ennes de support du site, épargnant les cadres. Face à des conditions de travail qui se dégradent, à un patronat qui cherche à faire payer les travailleurs-euses au nom de la "compétitivité", les salariés-es de Belfort montrent la voie à suivre : celle de la grève. Leur mobilisation est légitime pour arracher des

revendications qui vont au-delà de la défense des jours de RTT spécifique à l'usine de Belfort.

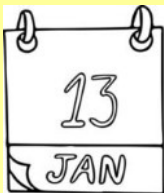
À 2 doigts de trouver un accord le jeudi 11 janvier, l'intersyndicale (CGT, CFE-CGC, CFDT) revient vers les grévistes. Ces derniers sont prêts à lever le mouvement si au moins un jour de grève leur était payé. Ce désaccord entraîne une poursuite de la grève. Le mouvement monte d'un cran, des palettes sont sorties, brûlées, l'approvisionnement de la chaîne de production est toujours gêné...



Certains grévistes parlent même de durcir encore le ton. Et face à cette montée en tension, le directeur du site belfortain se montre favorable à de nouvelles négociations concernant les horaires de travail et la suppression de RTT. Les grévistes sont d'accord et décident de mettre fin au mouvement le vendredi 12 janvier. Un protocole de fin de conflit valide ces nouvelles négociations et une prime de redémarrage de la production d'une centaine d'euros pour tous-tes les techniciens-ennes et ouvriers-ères concernés-es.

Lorsque le personnel se mobilise, les discussions avec la direction évoluent dans le bon sens. Comme quoi, encore une fois, la lutte paye et la mobilisation des syndicats est fortement utile.

A l'heure où le patronat entend défaire un à un tous les conquits sociaux, à l'heure où les médias relayent les discours patronaux et ultra-libéraux, la CGT propose d'aller dans le sens du progrès social !



CESSEZ-LE-FEU MAINTENANT !



Malgré le froid glacial et après plus de trois mois depuis le déclenchement de la guerre entre Israël et le Hamas, 200 personnes se rassemblent l'après-midi du samedi 13 janvier sur la Place Corbis de Belfort avant de rejoindre la préfecture et la mairie pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza.



Depuis un mois, les habitants-es de Gaza sont sous le feu des bombardements de l'armée israélienne. Plus de 22 000 personnes sont déjà mortes et plus de la moitié d'entre elles sont des femmes et des enfants. Les massacres de la population palestinienne ne font que s'accroître chaque jour.

La violence et les actes de terreur perpétrés par le Hamas le 7 octobre contre des civils-es israéliens-nes ne justifient en rien la punition collective actuellement à l'œuvre contre le peuple palestinien tout entier. Les crimes de guerre et crimes contre l'humanité se multiplient dans ce qui s'apparente de plus en plus à un génocide.

Le droit international doit être imposé. Le gouvernement israélien bafoue à nouveau le droit international après l'avoir fait depuis des décennies avec l'occupation des territoires palestiniens par les colons israéliens. Ce gouvernement dominé par l'extrême droite mène ouvertement une politique d'apartheid et poursuit inexorablement la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, au mépris de toutes les décisions internationales, fermant chaque jour davantage la porte à tout processus de paix, alors que Benjamin Netanyahu et ses alliés politiques appellent à raser les villes de Gaza. La communauté internationale, particulièrement mobilisée pour la cause palestinienne, dénonce cette politique mortifère du gouvernement d'extrême droite israélien et appelle à mettre fin aux

massacres. Non seulement le gouvernement français ne se mobilise pas avec détermination en faveur d'une paix juste et durable mais il stigmatise en ce moment même les populations d'origine étrangère par l'adoption de la loi sur l'immigration avec le soutien de l'extrême droite.

Exigeons une paix juste et durable par:

- ➔ le cessez-le-feu immédiat et la levée du blocus de Gaza ;
- ➔ l'arrêt des bombardements et des déplacements forcés de la population ;
- ➔ la protection du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie ;
- ➔ la liberté d'expression et de manifestation, les libertés démocratiques fondamentales ;
- ➔ la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie et les stratégies de récupération et de division qui profitent à l'extrême droite.
- ➔ la libération des otages et des prisonniers-es palestiniens-nes détenus-es par milliers sans jugement en Israël ;
- ➔ l'arrêt du commerce avec les colonies illégalement implantées en Palestine occupée ;
- ➔ une paix juste et durable entre palestiniens-nes et israéliens-nes .



**Liberté,
égalité,
fraternité**
ON MARCHÉ
LE 21 JANVIER

**Contre la
menace de
cette loi raciste**
ON MARCHÉ
LE 21 JANVIER

**Contre la division
sans fin
de notre société**
ON MARCHÉ
LE 21 JANVIER

**Contre la loi
de la honte**
ON MARCHÉ
LE 21 JANVIER

**Pour une
politique digne
et humaine**
ON MARCHÉ
LE 21 JANVIER

**Pour
les valeurs
républicaines**
ON MARCHÉ
LE 21 JANVIER

**Pour
la solidarité**
ON MARCHÉ
LE 21 JANVIER

**Pour
l'égalité**
ON MARCHÉ
LE 21 JANVIER

**Pour un accueil
des étrangers
dans
la dignité**
ON MARCHÉ
LE 21 JANVIER

À Belfort, près de 400 personnes défilent de la Place d'Armes jusqu'à la Maison du Peuple pour faire pression sur le gouvernement qui pourrait promulguer prochainement la loi immigration, sauf censure de certains aspects du texte, examiné par le Conseil constitutionnel, jeudi 25 janvier.



Soucieux de rassemblement et de solidarité plutôt que de division sans fin de notre société, 201 personnalités de tous horizons, culturel, associatif, syndical et politique appellent à se mobiliser pour exiger que le président de la République ne promulgue pas la loi Asile et Immigration. La CGT avec le monde du travail bat le rappel pour faire de cette journée une puissante journée de manifestation. En France, 150 000 personnes participent à cet appel.

Dans notre diversité d'idées, d'engagements, de professions, une grande inquiétude s'exprime après le vote de la loi immigration. C'est un tournant dangereux dans l'histoire de notre République. **Cette loi ne répond pas aux causes de l'exil forcé** d'hommes, de femmes, d'enfants fuyant les guerres ou le réchauffement climatique, ni aux défis de l'accueil dans la dignité, ni au défi de la définition d'une politique digne et humaine d'intégration. Elle a été **rédigée sous la dictée des marchands de haine** qui rêvent d'imposer à la France leur projet de "préférence nationale". Elle torpille les piliers porteurs de notre pacte républicain, hérité du **Conseil National de la Résistance**. Elle s'attaque ainsi au droit du sol autant qu'aux **droits fondamentaux** proclamés par la Constitution : au travail, à l'éducation, au logement, à la santé...

C'est une **loi par et pour le capital** qui va permettre la précarisation des travailleurs-euses et ainsi de tirer l'ensemble des droits des travailleurs-euses vers le bas contribuant au dumping social.

C'est une **loi xénophobe** assimilant l'immigration à l'insécurité, stigmatisant l'étranger-e par sa nationalité, sa religion, soutenue par l'extrême droite.

C'est une **loi en opposition aux valeurs républicaines** car le principe de préférence nationale est appliqué pour l'accès aux allocations et le droit du sol est remis en cause pour les enfants de parents étrangers.

C'est une **loi contre les femmes et les familles** car elle précarise davantage les femmes qui pour la plupart travaillent dans les métiers souvent dévalorisés, remet en cause le droit aux APL, aux hébergements d'urgence, remet en cause l'accès à l'aide médicale d'État et favorise l'expulsion des enfants.

La CGT porte d'autres propositions, notamment la régularisation des travailleuses et travailleurs pour éviter le dumping social et l'égalité de traitement entre tous-tes les salariés-es. C'est dans ce cadre que la CGT exige entre autres la régularisation des travailleurs-euses en grève en Région parisienne et dans le Nord.

Toutes et tous, Français-es autant qu'étrangers-ères, nous nous trouvons menacés-es. Victor Hugo écrivait : **"étouffez toutes les haines, éloignez tous les ressentiments, soyez unis, vous serez invincibles"**.

Dans notre diversité, affirmons notre attachement à la devise de la République : Liberté, égalité, fraternité.



Tout augmente...

... sauf la rémunération !



Devant le bâtiment de la direction générale des finances publiques, place de la Révolution à Belfort, une vingtaine de fonctionnaires manifeste ce lundi 29 janvier sur leur pause de midi à l'appel de l'intersyndicale CFDT, CFTC, CGT, FO et Solidaires.



Alors que le gouvernement ne cesse de répéter que l'inflation est derrière nous et que les prix sont en baisse, la réalité est tout autre en ce début d'année 2024 (électricité qui augmente de près de 10 % au 1^{er} février 2024, loyers, mutuelles, assurances, etc.). Et l'année 2023 s'est terminée avec une inflation de 4,9 % (dont 11,8 % pour les seuls produits alimentaires). Les fonctionnaires belfortains ne choisissent pas la

date au hasard car ce lundi, les négociations indemnitaires démarrent au niveau national. Un point que les syndicats veulent absolument négocier parce que la revalorisation du point d'indice ne suit pas la hausse de l'inflation connue ces deux dernières années. Mais il n'y a pas que ça. Dans les discours, ce qui fâche, c'est notamment la perte de moyens humains. S'il y a un ralentissement des suppressions de postes en 2024, le nombre de postes perdus est important au niveau national surtout depuis la fusion entre les services de la trésorerie et des finances publiques.

L'intersyndicale est convaincue que pour obtenir une revalorisation à la hauteur des enjeux, il y a nécessité à ce qu'un maximum de personnel s'invite dans cette négociation. Comme souvent, les avancées ne reposent que sur l'engagement de chacune et de chacun.



Choc des savoirs...

... ou choc des annonces



Répondant à l'appel des syndicats FSU, Unsa-Éducation, SGEN CFDT, CGT Éduc'action, SUD éducation et FO, près de 400 personnes battent le pavé sous la pluie depuis la Maison du Peuple jusqu'à l'inspection académique, place de la Révolution Française.

Aujourd'hui, le service public de l'Éducation traverse une crise sans précédent : crise de recrutement, démissions, personnels qui témoignent d'une perte de sens de leur métier... À l'instar de l'hôpital public, l'école publique n'est pas loin de l'effondrement et ne tient finalement que par la conscience professionnelle de personnels épuisés pendant que le président de la République regarde ailleurs ou que la ministre de l'Éducation nationale multiplie les provocations.

La dégradation des conditions de travail, l'absence de revalorisation salariale, les contre-réformes qui s'accumulent ainsi que le "Choc des savoirs" qui va attribuer des moyens à des dispositifs ineptes comme les groupes de niveau, ont poussé les personnels à se mettre en grève et à manifester leur fort mécontentement vis-à-vis de la politique ministérielle.

Les enseignants-e réaffirment avec force leur attachement au projet scolaire de l'école publique, laïque,

gratuite et obligatoire : accueillir partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte, être ambitieux pour chacun, respecter et participer à une véritable liberté de conscience notamment par la construction de l'esprit critique autour de savoirs scientifiquement validés.



La fonction publique se mobilise pour réclamer des hausses de salaire

Devant la Maison du Peuple, 250 agents-es de la Fonction Publique se réunissent avant de partir en manifestation dans les rues belfortaines. À l'appel de l'intersyndicale — *Confédération Générale du Travail (CGT), Force Ouvrière (FO), Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), Confédération Française de l'Encadrement-Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC), Fédération Autonome de la Fonction Publique (FA-FP), Fédération Syndicale Unitaire (FSU), Solidaires et Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)* – les syndicats appellent à la grève ce mardi 19 mars, dans les trois versants de la fonction publique, pour une augmentation urgente des rémunérations.



Dans la manifestation des agents-es des hôpitaux, des écoles, des finances publiques, des sapeurs-pompiers, des services territoriaux marquent des pauses devant plusieurs administrations publiques: d'abord l'Agence Régionale de Santé, puis l'hôtel du département, les impôts, la préfecture, et la mairie. Cette fois-ci l'intersyndicale ne concerne que la fonction publique et elle est rassemblée pour réclamer des hausses de rémunération pour les quelque 5,7 millions d'agents. Les syndicats dénoncent notamment l'absence de mesure en 2024, après les deux augmentations de la valeur du point d'indice de 2022 (+ 3,5 %) et 2023 (+ 1,5 %).

Pas d'argent nous dit-on ? Une nouvelle coupe de 10 milliards dans le budget ? Et les 413 milliards pour la guerre, les milliards de bénéfices du CAC 40, les milliards "d'aides" aux entreprises qui fondent dans la spéculation ? **ÇA SUFFIT !**

Le nouveau premier ministre Gabriel Attal prétend vouloir désmicardiser le pays ! Qu'il commence déjà

par dégeler le point d'indice et rattraper tout ce qui a été voté depuis le début du gel ! Notre organisation rappelle que 20 % des personnels ont des traitements compris entre le SMIC et le SMIC +10 % !

Pour rendre nos filières, nos carrières et nos métiers attractifs il faut augmenter nos traitements et salaires, nous garantir une progression significative entre le début et la fin de la carrière, recruter, former des agents-es. C'est comme cela que l'on pourra répondre aux besoins de nos usagers-ères... certainement pas avec la nouvelle loi de Guérini (Ministre de la transformation et de la fonction publique) sur la fonction publique !

- Pour le point d'indice à 6 euros;
- Pour la prime pouvoir d'achat obligatoire également pour les agents-es de la territoriale;
- Pour réaffirmer notre rejet de la loi dite de transformation de la fonction publique;
- Contre le nouveau projet Guérini.





Mobilisation pour l'avenir de l'emploi industriel du bassin d'emploi de l'Aire Urbaine



Souvenez-vous: en février 2022, EDF et GE avaient annoncé "un accord d'exclusivité" pour discuter du rachat de General Electric Steam Power par l'énergéticien français. Emmanuel Macron annonçait alors, à Belfort, la relance d'un vaste programme nucléaire français.

Une centaine de manifestants-es se réunit jeudi devant la préfecture du Territoire de Belfort pour demander des informations sur l'état d'avancement de la cession de la branche nucléaire de GE à EDF qui tarde à se concrétiser. La signature officielle de la cession de la branche nucléaire de GE à l'énergéticien français, qui devait avoir lieu le 1er décembre dernier, avait été reportée au dernier moment. Le dossier ne semble pas avancer ; ainsi la CGT, du local au national, exige des réponses précises de l'Etat. Reste donc au ministre de l'Economie et de l'Energie, au préfet de région et son représentant départemental, de revenir vers le personnel et la population pour apporter ces réponses et donner des perspectives industrielles et humaines pour l'entreprise, la région et la filière.

L'avenir de l'industrie passe par une autre politique économique, sociale et environnementale, où les richesses créées doivent servir à pérenniser l'industrie et ses emplois.



Piquet de grève à VitalAire



En décembre 2023, l'entreprise VitalAire, une filiale santé à domicile d'Air Liquide annonce un Plan de Sauvegarde de l'Emploi dans le cadre d'une restructuration. Ce PSE prévoit 479 suppressions de postes sur 1035. À Belfort où une quarantaine de postes sont menacés, les 63 salariés-es sont en grève ces 25 et 26 mars et tiennent un piquet de grève devant le grand portail de leur entreprise.

63 salariés-es à Belfort, 42 suppressions de postes, le volet administratif disparaîtra, ne sera conservé que le côté technique.

Pourtant les 3 filiales d'Air Liquide Pharmadom, Dinno Santé et VitalAire vont économiquement bien, sont en croissance depuis plus de 20 ans et rapportent chaque année un peu plus à l'actionnariat. 54 % des bénéfices de ces 3 filiales santé à domicile sont versés aux actionnaires soit plus de 3 milliards d'€.

Mais la croissance est insuffisante pour Air Liquide. Avec un niveau de marge au-dessus de 10 % pour l'activité santé chez Air Liquide, beaucoup d'entreprises rêveraient d'avoir un tel niveau de rentabilité, par contre les actionnaires d'Air Liquide ne l'entendent pas de cette oreille et le font payer aux salariés-es.

La CGT clame son refus de la destruction inéluctable de ces métiers pourtant fait d'humanité, d'attention à l'autre et d'amélioration de la qualité de vie. Face à un plan d'économie, elle revendique que soient enfin faits les investissements refusés depuis des années.



Les retraités-es ne se laissent pas voler

Sur le parvis de la gare de de Montbéliard, 200 retraités-es se rassemblent et défilent jusqu'à la Pierre à Poissons pour réclamer une revalorisation des pensions d'au moins 10%, en réponse à l'inflation et à la stagnation de leurs revenus.



Avec une augmentation des retraites de base de 5,3 % au 1er janvier 2024 (au titre de l'inflation de l'année 2023) et des retraites complémentaires de 4,9 % au 1er novembre, des économistes et politiciens voudraient nous faire croire que nous sommes bien lotis-es ! Certaines et certains poussent même le vice jusqu'à trouver ces revalorisations indécentes et injustifiées. Le code de la Sécurité sociale prévoit que la revalorisation des retraites se fait au 1er janvier, sur la base d'une inflation estimée avec une régularisation en fin d'année. Pour 2024, rien n'est prévu ! Il y a ur-

gence à ce que les retraites soient à nouveau revalorisées en début d'année avec une étape en juillet et une régularisation en fin d'année, en fonction du niveau de l'inflation réelle. Face à la paupérisation de la population et des retraités-es en particulier, aux nombreuses revendications restées sans réponse de la part des pouvoirs publics, mais aussi d'un patronat avide des exonérations de cotisations sociales, la mobilisation est plus que nécessaire.

L'ensemble des retraité-es soutenu par les syndicats et associations de retraités-es CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires exigent:

- **l'augmentation immédiate** des retraites de 10 %;
- **des mesures solidaires** pour revaloriser les petites pensions;
- **La re-matérialisation** des bulletins de pension;
- **Le développement des services publics** sur l'ensemble du territoire.



Débrayage à Auchan Bessoncourt



Une trentaine de salariés-es d'Auchan débrayent à l'appel de l'intersyndicale CFTC, CGT et FO pour dénoncer une augmentation de salaire insuffisante (1,3 %) et le travail de 15 dimanches par an.

Elles et ils sont également inquiets-tes pour leur avenir à l'idée que la direction prépare une mise sous franchise de

leur hypermarché ce qui aurait pour conséquence une suppression d'emplois de l'ordre de 30 %.

Parce que l'actualité sociale évolue, retrouvez l'UD 90 sur :



<http://cgt-belfort.fr/>



<https://fr-fr.facebook.com/udcgt.belfort/>



Une force à vos côtés

